

LE "METIS."

Joué, 3 Juin, 1875.

L'Amnistie dans la Législature de Manitoba.

M. Martin député de Ste. Agathe à l'Assemblée Législative de Manitoba, vient d'adresser au *Bien Public*, de Montréal, une lettre en date du 10 Mai, dans laquelle il fait l'histoire de la motion d'amnistie. Nous aurions continué de garder le silence sur l'homme, et n'aurions rien dit de la chose, si le patriotisme et l'honneur de la population française de Manitoba ne se trouvaient pas mis en question par celui-là qui est des nôtres, et par celle-ci qui a beau dire parcequ'elle vient de loin.

Obligés de parler, non pour défendre les hommes qu'on attaque injustement là-bas, mais toute une représentation populaire, nous le ferons brièvement. Nous nous bornerons donc à rétablir simplement les faits, et à les appuyer de preuves plus tard, si besoin il y a.

Quelques jours après l'ouverture de la session, plusieurs membres du parti français, M. Angus McKay, M. Max. Lépine et d'autres, se consultèrent avec leurs amis sur la possibilité qu'il y aurait d'amener la chambre, presque aux deux tiers anglaise, à voter une résolution d'amnistie complète et sans restrictions. Tous furent d'avis de tenter l'affaire.

Mgr. Taché venait de publier sa belle et énergique brochure *Encre l'Amnistie*; on nous représentait à Ottawa comme entièrement satisfaits; les injures de toute espèce pleuvaient dans la presse contre l'honneur et le patriotisme du petit peuple français de Manitoba; la résolution fut rédigée, et chacun s'occupait de sonder les dispositions des membres anglais, lorsque M. Martin donna avis de sa triste motion.

L'homme n'était pas encore connu; le parti qui l'avait fait élire le comptait comme sien, et il était naturel de croire que l'ardeur chez lui avait fait taire le jugement. Quelques députés le virent aussitôt et le conjurèrent de retirer sa proposition en lui parlant de ce qui était déjà fait, des chances probables qu'il y avait d'emporter une motion d'amnistie complète, en lui représentant la contradiction que la sienne comportait et l'outrage qu'elle confirmait. Il répondit qu'il n'en ferait rien.

Les membres français, voyant tout compromis impossible et comprenant sans peine les motifs de la conduite de leur collègue égaré, résolurent à l'unanimité de s'abstenir. C'est ce qui explique comme quoi la résolution de M. Martin ne sortit jamais des ordres du jour où elle demeura ensevelie faute de second.

Nous affirmons en outre qu'en ceci il ne fut ni directement ni indirectement question d'embarrasser le gouvernement local, pas plus que de débarrasser le gouvernement fédéral. Certains membres anglais avaient paru accepter sans trop de répugnance l'idée de la résolution de MM. McKay et Lépine.

Mais se voyant ensuite sollicités et tirillés dans un autre sens par M. Martin, qui voulait à tout prix, présenter d'abord sa résolution, ils eurent des soupçons. Ce qui se comprendra aisément si l'on songe à l'effet que devait produire, pour eux, les tentatives de M. Martin, contraires au sentiment de tous les autres députés français. Des lors, il fut

appuyé la seule proposition que l'on put songer à soumettre, c'est à dire, celle de MM. Lépine et McKay.

M. Martin dit dans sa lettre qu'il avait une seconde proposition à présenter aux chambres; on se rappelle en effet ici que M. Martin avait annoncé qu'une fois sa première motion emportée, il devait en offrir une autre remerciant le gouvernement de la Puissance de la manière dont il avait réglé la question de l'amnistie, et comportant une mention honorable pour la députation de Québec. La peine lui en fut épargnée.

De loin, M. Martin peut avoir des proportions agrandies pour certaines personnes sous l'influence de certaines idées; si l'histoire, humiliante pour nous tous ici, si l'histoire des faits et gestes de M. Martin durant la dernière session de notre Législature était connue au dehors, nous est avis que cette même presse qui l'élève aux nues aujourd'hui aurait sans doute demain, une toute autre idée de notre homme.

Telle est la récit vrai de la question de l'amnistie dans la Législature de Manitoba à sa dernière session.

Qu'il nous soit maintenant permis de répéter encore une fois quel est le sentiment unanime de la population de Manitoba plus directement intéressée dans la question de l'amnistie, et nous ne pouvons alors faire que de reproduire en les prenant pour nous tous les paroles mêmes de notre illustre pasteur, Sa Grâce Mgr. Taché.

" Dans l'opinion de la Chambre " il conviendrait qu'une amnistie " pleine et entière fut accordée à " toutes les personnes, concernées " dans les troubles du Nord-Ouest, " pour tous les actes commis par el " les durant les dits troubles, ex " cepté des résolutions McKenzie du " 11 février 1875.

" C'est précisément ce qu'il fallait, " dit Mgr. Taché dans sa dernière " brochure, parceque c'est précisé " ment ce qu'avait été promis; une " amnistie pleine et entière pour " tous. Si les Résolutions s'étaient " arrêtées là, on aurait eu parfaite " ment raison de mentionner les " motifs qui les appuient, car les " conclusions suivraient naturelle " ment des prémisses. Dans ce cas " bien sûr l'Archevêque Taché au " rait télégraphié au gouvernement, " pour le remercier de cette solution " définitive; et après quelques li " gnes, pour exprimer publiquement " sa reconnaissance, il aurait garde " le silence sur la question d'amnis " tie. Bien d'autres, comme lui, au " raient su gré aux hommes coura " geux, qui se seraient mis à la han " che de la situation, et auraient " attaché leurs noms au règlement " final de nos troubles. La presse et " le peuple d'Ontario et des Provin " ces maritimes auraient pris sur ce " sujet, à peu près l'attitude, que " leur ont inspirée les Résolutions. " Le temple et la presse de Québec, " ainsi que les Metis de Manitoba et " leurs amis auraient pensé et dit " bien différemment de ce qu'ils " pensent et disent.

" 7—Une amnistie pleine et entière, " excepté seulement Louis Riel, A. D. Lé " pine et W. B. O'Donoghue; qu'une pa " reille amnistie soit accordée à Louis Ri " el et à A. D. Lépine, à la condition tou " tefois d'un bannissement de cinq années " des Possessions de Sa Majesté.

" Je dois avouer qu'une pareille " restriction me désappointe autant " qu'elle m'étonne. On affirme qu'il " faut une amnistie, parce qu'en " 1870, des promesses ont été faites " à plusieurs personnes distinguées " de Manitoba, par le l'Archevêque " que Taché, de bonne foi, fit les " mêmes promesses au nom du Gou " vernement Impérial; que ces pro " messes n'ont point été désavouées; " et que l'acceptation de ces promes " ses a facilité l'acquisition du ter " ritoire du Nord-Ouest; et, chose " étrange, on exclut du bénéfice " d'une amnistie pure et simple ceux " précisément qui en ont reçu l'as " surance, d'une manière plus expli " cite, plus directe et plus personnelle; " ceux qui, se reposant sur ces pro " messes, ont déterminé leurs compa " triotes à les accepter, et par cela " même à cesser toute résistance.

" On demande une amnistie, par " ce qu'en 1871 Messieurs Riel et Lé " pine ont personnellement été in " cités à prendre les armes, qu'ils " l'ont fait; que le Lieutenant Gou " verneur a échangé avec eux des " poignées de main et inspecté les " troupes sous leur commandement, " et ce sont précisément ces deux " Messieurs que l'on exclut seuls du " bénéfice de l'amnistie générale, " que leur conduite a, dit-on, méri " tée.

" On demande une amnistie, par " ce qu'en 1872, MM. Riel et Lépine " ont été priés, au nom des autori " tés, de s'expatrier pour un temps; " et que l'un d'eux a procuré un sié " ge en Parlement à un des Minis " tres fédéraux; et ce sont précisé " ment MM. Riel et Lépine que l'on " bannit des Possessions Britanniques, " et cela pour cinq ans, période " de fixée évidemment pour que ce " lui qui a fait élire Sir George pour " le dernier Parlement, ne puisse ni " prendre son siège dans le Parle " ment actuel, ni le faire élire pour " le prochain Parlement.

" On demande l'amnistie, parce " qu'en 1873, Sir J. A. McDonald, " comprenant que l'amnistie partielle " offerte alors par le Gouvernement Im " périal ne satisfaisait pas, donna des as " surances qu'il prendrait des moyens " de travailler dans un sens, dont le " résultat serait une amnistie sans " condition; et c'est précisément en " vertu de ces assurances que l'on " fait des exceptions, que Sir John " ne voulut même pas proposer, par " ce qu'il savait qu'elles ne donne " raient pas satisfaction.

" L'intérêt du pays veut que l'on " termine la difficile, et on la lais " se sans une solution complète; " l'honneur du pays veut que les " promesses faites soient accomplies, " et on déclare qu'on les sacrifie en " partie.

" Les luttes électorales s'engagent " avec vigueur dans nombre de com " tes de la province de Québec.

" De toutes parts, dans les centres " civilisés des Etats-Unis il règne " une grande activité, et l'on se pré " pare à célébrer notre fête nationale " avec éclat.

" Nous avons en une pluie tor " rennelle depuis trois jours. D'au " cuns pensaient que les jennes saintes " relâchées de leur jeûne, mais qu'elles " ne le font pas.

" M. le Chanoine Hicks et le Rév. M. Poulin, de la cité de Montréal, sont arrivés par le vapeur *International*, ce matin. Aussi, les Révérends Sœurs Bourassa et Grattou.

" Les Révérends Sœurs Brochu et Fournier, accompagnées de Mlle. Emélie Bernier, se sont aussi mises en route pour leur nouvelle mission d'Athabaska.

" Nous souhaitons à ces nouveaux missionnaires un très heureux voyage et nous faisons des vœux pour le plein succès de leur mission.

" Ces jours derniers on a trouvé dans la Rivière-au-Rat, le cadavre d'un individu bien connu dans les environs. Il paraît que ce malheureux aurait été assassiné durant l'hiver dernier. On remarque près de la poitrine une blessure causée par une arme à feu. Les autorités font des recherches pour découvrir les coupables.

" Le *Manitoba*, nouveau bateau de la ligne des Marchands, est le plus fin marcheur. Arrivé hier vers six heures P. M. après avoir fait le trajet en deux jours, il repartit dans la soirée espérant se rendre à Moorhead, en trois jours. Ce qui eût été jusqu'ici le plus rapide voyage. Tout alla bien au départ, mais rendu à St. Norbert, le *Manitoba* fit une rencontre qui abrégua sa course. Le vapeur *International* de la ligne rivale, le heurta de travers, et le fit sombrer. Les détails nous manquent pour apprécier justement les causes de ce désastre. Nous avons entendu plusieurs versions mais elles diffèrent complètement. Selon les uns la responsabilité retombe sur *l'International*, et selon les autres, il faut d'attribuer au *Manitoba*.

" Il est probable qu'il va surgir un procès de ce choc si désastreux pour le *Manitoba*.

" Durant la journée de jeudi, le vent soufflait avec violence. Et nos intrépides marins de la *ferrière*, en contemplant les vagues, grossies par la tempête, avaient décidé de ne pas bouger. Cette prudence, était hélas que il fallait ne pas s'aventurer témérairement sur la Rivière Rouge, dans un bateau capable de résister aux flots de nos plus grands lacs. Il y a de ces précautions qu'on ne doit pas négliger.

" Deux mémorielles que la bourras que n'effrayait pas, hélérent nos braves, sur la berge de la rivière à St. Boniface.

" Ces derniers, commodément assis auprès d'un bon feu, dans leur humble cabane, restèrent sourds à l'appel. Ils ne comprenaient pas qu'on pût exiger d'eux pareil dévouement.

" Las d'attendre, et pressés par leurs affaires, les deux mémorielles du nom de Jacob Bergman et Jacob Friesen, résolurent de s'embarquer dans une chaloupe. Et un troisième, George Lindolph, ingénieur au service de M. McGillivray, et qui avait attendu longtemps sur la grève, voulut partir, lui aussi, avec les mémorielles.

" A une certaine distance du rivage, la frêle barque devint le jouet du vent et alla donner contre le fil de fer. Ce qui accoussa la fil chavirer, et nos trois hommes se cramponnèrent au câble en attendant secours.

" Il y avait sur les deux rives de nombreux spectateurs, mais ceux de St. Boniface étaient incapables de porter secours aux naufragés, en l'absence d'embarcations. De l'autre côté de la rivière, se trouvaient le bateau traversier, et les autres chaloupes. Pas un intérêt au service ne put s'écarter, néanmoins les cris désespérés de ces malheureux qui disparaissaient à la mort un dernier reste de vie.

" Enroulés par le froid, les trois naufragés lâchèrent prise, et pendant quelques instant l'on vit s'agiter sur l'eau, les deux mémorielles qui, emportés par la vague, finirent par disparaître. Leur compagnon plus heureux, put nager jusqu'à la grève. Mais il était temps qu'il arrivât, car son épuisement était complet.

" Aussitôt, l'on se mit en frais de chercher les cadavres, et dans l'après-midi, l'on repêcha celui de Bergman, il est le seul qui ait été retrouvé jusqu'à ce jour.

" Hier, le coroner tint une enquête qui révéla les faits que nous venons de relater. Le jury, dans son verdict recommanda l'adoption de mesures plus efficaces pour rendre au moins décent le service de la traversée sur la rivière Rouge.

" Nous est avis que ces honnêtes et courageux *travailleurs* s'en tirent à bon marché. Le public sait bien qu'il y a en négligence dans ce cas fatal qui devra être une sévère leçon pour ceux qui semblent se moquer de leurs obligations, comme de tout le monde.

" La procession de la Fête Dieu qui a eu lieu Dimanche dernier à St. Boniface, a été l'une des plus belles que nous ayons vues ici. L'été se fait superbe, et les fidèles s'étaient rendus en nombre même de plusieurs paroisses environnantes.

" Sa Grâce Mgr. l'Archevêque assista à la messe et porta ensuite les Très Saintes Sacraments à la procession. Les dais qui fut d'abord porté par quatre prêtres revêtus de chapes, puis par les dais de la Cathédrale, fut porté ensuite par l'Hon. M. Duhauc, l'Hon. M. McKay, MM. G. Roy et Roger Marion.

" Voici quel était l'ordre de la procession :

1. La bannière de St. Boniface suivie des femmes de la paroisse.
2. Les orphelins des sœurs de la charité avec lumière.
3. Les filles de la congrégation de la Très Sainte Vierge avec bannière.
4. Les révérends sœurs des Très Saints Noms de Jésus et Marie de Wimpag avec leurs élèves.
5. Les élèves du pensionnat de St. Boniface et les révérends Sœurs de la Charité.
6. La croix, le clergé et le dais.
7. Le chœur des chantes.
8. Le Corps de musique du collège.
9. La bannière de St. Jean-Baptiste suivie des hommes.

" No. Edifices Publiques.

" Nous cueillons les détails suivants dans le dernier rapport des Travaux Publics, au sujet des édifices publics construits par le Gouvernement d'Ottawa.

" DOUANE, BUREAU DE L'INTERIEUR ET BUREAU DE POSTE.

" Les plans nécessaires ayant été préparés pour ces bâtiments, des soumissions furent reçues, et le contrat fut accordé à M. Joseph Wood. Comme on a décidé de placer les deux premiers bâtiments sur la propriété de la compagnie de la Baie d'Hudson, il a été nécessaire de faire des arrangements pour le transfert des emplacements au gouvernement, ce qui a causé quelque délai. Ces bâtiments sont maintenant en voie de construction; toutes deux sont construites en laquessur des fondations en pierre, avec un toit mansardé couvert de tuiles, et le gouvern.

" La bannière sur la rue Saint-Jacques.

Architecte, M. J. P. M. Lecourt; entrepreneurs, MM Morrison et Burelay.

Nouvelles Canadiennes.

—Mr. Louis Allard, de St. Casimir, vient de mourir à l'âge avancé de 106 ans.

—M. Pierre Verreau s'est accidentellement noyé en traversant de Montréal à Lachine.

—Un jeune homme du nom de Hyot, de Magog, P. Q., s'est accidentellement noyé dans la rivière Chert.

—M. Edouard Morin, navigateur de Montréal, s'est noyé à la rivière du loup, en bas; son corps n'est pas encore retrouvé.

—Un nommé Achille Champagne, jeune homme de 18 ans, s'est accidentellement empoisonné dans le canton de Stoke, township de l'Est, P. Q.

—M. Dumase Richard, de Sorel, a été accidentellement tué à Mont réal, dans le chantier de M. Cantin, par un morceau de bois qui est tombé sur lui.

—Un nommé Bazile Pronlx, de St. Pie Déguire, revenant de Sorel a trouvé la mort en tombant de sa voiture dans une des rades. Le choc fut si violent que deux des raies furent brisées, et la tête du malheureux Pronlx presque séparée du corps. La mort fut instantanée.

—Un bien pénible accident est arrivé à W. Odon, P. Q. M. Brodeur, respectable citoyen de Fendroit, beau frère de la Supérieure, des Sœurs Grises de cette ville, vient de perdre deux de ses fils qui se sont noyés ces jours derniers dans la Rivière St. François. Ils étaient partis pour la pêche, mais l'embarcation qui les portait chavira et fit eau de toutes parts. Il fut impossible de leur donner l'aide qu'ils appelaient à grands cris, pour se tirer de leur position périlleuse. La jeune femme de l'un des deux frères était là sur la grève, pleurant et criant au secours sans pouvoir sauver son mari de la mort lamentable dont il allait être la proie. C'était une scène déchirante, que nous renouons à décrire. Enfin les deux infortunés à bout de forces, incapables de lutter plus longtemps contre les flots qui les retenaient dans leurs étreintes meurtrières, disparurent à tous les yeux, et on n'a pas encore retrouvé leur cadavres.

Drames Sanglants:

SIX ASSASSINATS !!

Nous lisons dans le *Journal du Loiret*, France, du 20 ultimo:

Voici le récit exact et précis de l'épouvantable drame qui est venu en sanglante la commune de Saint Maurice-sur-Aveyron, et y répandit le deuil et la terreur.

Le meurtrier se nomme Jean Michot. C'est un homme d'une quarantaine d'années, à la figure évergique et dont la dureté est accentuée par la barbe qu'il porte entière. Ses allures sont très vives, brusques même. Soldat dans l'infanterie de marine, où il a achevé son service militaire, Michot était rentré au hameau de la Breuille, commune de Saint Maurice-sur-Aveyron, et s'y était marié une première fois avec Françoise Henriot, qui lui laissa un enfant. En secondes noces, il épousa Pauline Jarry, dont il eut deux enfants, qu'on lui envoie en bas âge.

Autant la constitution physique de Michot était forte, autant ses facultés intellectuelles étaient faibles. Une circonstance particulière vint encore influer sur son état moral. Il y a sept ans, le feu prit dans une ferme voisine de la sienne. Réveillée en sursaut, au milieu de la nuit, par la lueur des flammes, Michot crut que l'incendie dévorait son propre bien. La peur qu'il éprouva détermina chez lui, quelques jours plus tard, une attaque d'épilepsie. A plusieurs reprises, il eut des accès de folie et, chacun, dans la commune, le considérait comme un homme dangereux.

Lundi matin, vers huit heures, une querelle s'éleva entre sa femme et lui. Il la saisit par les cheveux, la renversa à terre, et lui frappa la tête contre les carreaux. Aux cris que poussa la malheureuse, les voisins de Michot accoururent. Ils eurent grand-peine à le maîtriser et durent, pour le mettre dans l'incapacité de nuire, lui her les mains à l'aide d'une forte lanière de cuir. L'un d'eux emmena ensuite chez lui la femme Michot et la fit coucher.

Exaspéré de son impuissance, Michot, laissé seul, mordit furieusement la lanière qui paralysait ses membres; avec cette force que donne la folie, il parvint à la rompre entièrement et à recouvrer sa liberté. Saisissant alors son "ganard" ou croissant, il sortit, il courut à la maison où sa femme avait été recueillie et défonça une fenêtre ouvrant sur la derrière l'habitation. Au bruit qu'il fit et sous le coup de la terreur, les gens qui se trouvaient là prirent la fuite.

Michot pénétra sans rencontrer d'obstacles dans la chambre où reposait sa femme. Il la fit lever, la força à s'habiller, et lui portant un violent coup de son croissant, l'étendit morte à ses pieds.

Commencant alors une course furibonde, Michot se rendit aux Mille-ros, à un kilomètre de la Breuille. Une pauvre femme, la veuve Faisy, travaillait dans un champ. Il marcha sur elle et lui fendit la tête.

Puis, il descendit vers le hameau des bûcherons. Chemin faisant, il rencontra le curé de St Maurice, accompagné du sieur Demergier et de son enfant âgé de 4 ans.

—Voilà un homme dangereux, dit Demergier à M. l'abbé Rocher, écarterous nous.

—Non, répondit le vénérable ecclésiastique. Ne lui disons rien; il passera son chemin.

Michot, en effet, ne s'était pas arrêté; il avait dépassé les deux interlocuteurs, quand se ravissant il fondit sur le curé, et lui fendit le crâne.

Prenant son enfant dans ses bras, Demergier s'enfuit au plus vite. Le fou le poursuivit, mais, le voyant près d'atteindre une ferme voisine, l'abandonna, revint sur ses pas et s'acharna sur le corps du malheureux curé.

Les coups assénés par le fou avaient été si violents que la tête de l'abbé Rocher en fut divisée en quatre parties; ses restes étaient presque méconnaissables.

Enivré par le sang, il reprit sa course, entra dans le domicile des époux Tonnelier, dits Mouroche, vieillards sexagénaires. Brandissant toujours son croissant ensanglanté, il abattit, d'un seul coup, la tête du mari, et se retournant contre la femme qui venait au secours de son mari, lui trancha le poignet. Cette pauvre femme n'a pas survécu, son combat sans doute aux suites mortelles de ses blessures que de l'engorgement de son terrible sang.

Le meurtrier pourtant ne lui porta pas d'autres coups. Il était déjà reparti et se dirigeait vers la ferme de la Tailloirie, cherchant d'autres victimes pour assouvir sa rage insensée. Devant la porte de cette ferme, les deux enfants du fermier Thierry âgés de huit et dix ans, jouaient paisiblement. Il assomma l'aîné d'un coup tellement violent que le manche de son croissant se brisa dans ses mains. C'est grâce à cette circonstance, sans doute, que l'autre enfant fut épargné.

Et le fou, courant toujours, mais quittant son chemin, parcourut un kilomètre, arriva au hameau des Dorsoirs, chez un nommé Tellier, qui dormait à cette heure. Michot ouvrit la porte, et, ne voyant personne, la referma bruyamment. Tellier se réveilla, sauta à bas du lit sur lequel il était étendu, aperçut un homme qui pénétrait dans son enclos et s'empara d'une fourche à branches de fer. Il courut sus à lui, pour reprendre son bien. Mal lui en prit, hélas! Le forcené se retourna et l'assomma avec le manche de la fourche, qu'il lui brisa sur la tête.

La septième victime venait de tomber.

Dépendant le fermier Thierry, exaspéré du meurtre de son enfant, avait pris son fusil et s'était mis, avec d'autres voisins, armés de fourches, à la poursuite du misérable, qui allait peut-être commettre de nouveaux forfaits. Ils suivaient sa trace et allaient le rejoindre, quand Michot arriva au hameau de Fontaine-Jean.

Là, Michot, brandissant toujours ses terribles armes, se trouva en face d'un sieur Baratin.

—Toi, je ne t'en veux pas, cria-t-il; je veux au contraire te donner une poignée de main!

—Très bien! répondit Baratin; mais d'abord dépose tes armes à terre.

Michot accéda immédiatement à ce desir et déposa son fusil et son croissant.

Baratin s'approcha, et faisant signe à quelques voisins qui l'entouraient, se précipita sur le forcené. En un clin d'œil, Michot fut terrassé, garrotté et réduit à une complète et malheureuse impuissance.

On l'attacha sur une charrette et on le conduisit aussitôt à la gendarmerie de St Maurice.

Michot a été amené, sous bonne garde à Orléans par le chemin de fer, et conduit immédiatement à l'hospice des aliénés.

Il était relativement calme. Il a demandé une paire de sabots et réclame à manger; il n'avait rien pris, a-t-il dit, depuis vingt-six heures.

Michot, nous dit-on, a manifesté un profond regret des actes méconscients qu'il a perpétrés. Il aurait pleuré en parlant de sa femme.

Les obsèques de ses infortunées victimes ont eu lieu ce matin à St Maurice-sur-Aveyron. M. le préfet, en tournée de révision dans l'arrondissement de Montargis, y a assisté.

EN PÈRE ASSASSIN.

Le correspondant de Vienne du *Standard de Londres* écrit sous la date du 20 avril:

Depuis bien des années Vienne n'a pas été la scène d'un crime aussi horrible que celui qui a été commis dimanche dernier. Un tailleur nommé Czechi, qui avait en des raves de fortune causées par une vie desespérée, fit sortir sa femme et ses quatre enfants, dont il n'avait plus que six mois, d'un

appartement à un dans une chambre très obscure. Là il les étrangla et les pendait à des crochets. Après avoir disposé ainsi de sa famille le misérable se pendit lui-même. Le clou auquel était accroché l'âme de ses garçons était trop petit et avait plié de sorte qu'il put toucher une caisse avec l'extrémité des pieds et échapper à la mort.

Lorsque la femme réussit à pénétrer dans la maison elle trouva son mari inanimé ainsi que ses sept enfants.

Le criminel avait eu vingt enfants dont dix-neuf étaient morts. Malheureusement ce crime n'est pas isolé. Un employé du département de la guerre s'est brûlé la cervelle en présence de son chef de bureau lorsqu'il apprit que ce dernier connaissait ses débauches.

Sociétés Secrètes Condamnées par P. E. IV.

Au moment où la secte magon, qui se révèle une fois de plus au monde son caractère satanique par les nouveaux attentats qu'elle vient de commettre dans l'Amérique du Sud, le *Journal de Florence* nous apporte la traduction suivante d'un bref qui lui charge de nouveaux mathèmes et que nous nous empressons de reproduire.

Ce bref est adressé au directeur de l'Association républicaine chrétienne la très sainte Trinité, établie en France sous le patronage de Michel Archange, dans le but de demander à Dieu l'extinction des sociétés secrètes et la conversion des membres qui en font partie.

PIE IX, PAPE.

Chefs, fils, salut et benediction apostolique.

Depuis longtemps déjà et respect des origines de la secte magon, le Saint-Siège, qui en a ouvert clairement la malice, l'avait condamnée et frappée d'excommunication réitérée. Il avait bien pesé tous les maux qu'elle devait causer à la religion et à la société civile. En effet, cette digne fille de Satan faisant de l'homme comme un dieu et établissant chacun le suprême juge de sa conduite, rejette par fait même toute autorité divine et humaine, et brise par conséquent le lien qui constitue toute société.

Les avertissements de l'Eglise ont été inutiles, et beaucoup même parmi ceux qui auraient dû effrayer et démontrer, n'ont pas craint de la faiblesse, si bien que maintenant aucune force humaine n'est capable de lutter contre lui.

Il faut donc pour arracher cette venimeuse racine des maux qui affligent les nations et pousser dans l'abîme éternel les âmes qui elle empoisonne de la vie et du salut, recourir à l'omnipotent; seul il a pu jadis chasser du ciel le véritable père de la secte, seul il peut maintenant la faire disparaître de la terre.

Nous pensons donc devoir recom-mander le projet que vous avez formulé d'apaiser Dieu offensé par cette impie société qui, dans ses assemblées, se livre à l'effrénée d'insultes et de blasphèmes, de demander au même temps au Seigneur la destruction de cette secte et la conversion de ceux qui en font partie, et pour cela de former, avec la permission de l'autorité ecclésiastique, une société dont les membres, s'ils sont prêtres, s'abstiennent, par trois, chaque jour, pour offrir le saint sacrifice de la messe à la sainte Trinité, et s'ils sont laïques, pour faire dans le même but et chaque jour trois communications.

Nous nous rejoignons d'apprécier que cette société, à peine formée, a déjà reçu une grande extension. Nous lui en souhaitons une plus considérable encore, afin qu'en multipliant ceux qui prêtent, elle puisse vite la colère de Dieu et obtenir la grâce que Nous désirons. C'est pour cela, très cher fils, que Nous vous donnons avec amour, à vous et à tous vos associés dans cette œuvre, la benediction papale, que nous vous la faisons échoir et que de notre paternelle bonte elle vous soit envoyée.

Donné à Rome, à Saint Pierre, etc.

PIE IX, PAPE.

ATELIER DU "METIS"

IMPRESSIONS!

ON EXECUTE A CE BUREAU DES

Impressions de Gout

DE TOUTES SORTES

TELLES QUE

Blancs de Cour

POUR

AVOCATS, NOTAIRES, GREFFIERS, etc.

FACTUMS

ROLES D'EVALUATION, LISTES ALPHABETIQUES

—AUSSI—

TETES DE COMPTES, CIRCULAIRES

Lettres Funeraires, etc.

—DE PLUS—

CARTES

De Visite, d'Adresses, de Commerce, etc.

PROGRAMMES, AFFICHES

LIVRES, BROCHURES

ETC., ETC., ETC.

La variété et le nombre de Caractères de Gout que nous avons reçus dernièrement nous permettent d'exécuter des Impressions de tout genre, de manière à satisfaire les goûts les plus difficiles et sous le plus court délai.

Nous sollicitons le patronage du public en général.

Les Bureaux du *Metis* sont à St. Boniface, sur l'Avenue Provencher, un peu au Nord-Est du Collège.

St. Boniface, 12 Décembre 1871.



PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

(Signé) ALEXANDER MORRIS.

A nos bien-aimés et fidèles les Membres de Notre Conseil Législatif et les Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, et à chacun de vous :

SALUT :

SACHEZ que pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets nous avons cru convenable de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre Province, de Manitoba, par ces présentes de vous convoquer et vous enjoindre, et chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Assemblée Législative de Notre Province, en Notre Ville de Winnipeg, MARDI, le SIXIEME jour du mois de JUillet prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien être de Notre dite Province, et y faire ce qui pourra sembler nécessaire, ce à quoi vous ne devez manquer.

En foi de quoi Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes, et à celles fait apposer le Grand Sceau de Manitoba, Témoins Notre Fidele et Bien-Aime l'Honorable ALEXANDER MORRIS, Membre de Notre Conseil Privé pour la Puissance du Canada et Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Manitoba, etc. En Notre Hôtel du Gouvernement, à Fort Garry, le quatorzième Jour de Mai, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante et quinze, et de Notre Règne la Trente-huitième.

Par ordre,

JOHN NORQUAY,
Secrétaire Provincial.

LA TRÉSORERIE DU BUREAU COLONIAL.

(Copie.)

Service qui peut être requis des personnes mises en retraite après avoir acquis le droit à leur pension par l'Acte y relatif.

BUREAU DE LA TRÉSORERIE.

22 Décembre, 1871.

Monsieur,

J'ai reçu instruction des Lords Commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté, de vous faire connaître pour l'information du comte de Kimberley, qu'on attire l'attention de leurs Seigneuries sur la nécessité d'autres mesures afin de donner l'effet nécessaire à la 11ème section de l'Acte 22 Vict., Cap. 26. La section en question se lit comme suit :

Toute personne à laquelle une pension ou une allocation qui en tout lieu aura été accordée avant qu'elle ait atteint l'âge de soixante ans sera jusqu'à ce qu'elle ait atteint cet âge assujettie à être appelée à rendre compte, dans une partie des domaines de Sa Majesté, dans laquelle elle aura auparavant occupé un office, aucun office public ou situation sous la Couronne que ses services publics antérieurs la rendent propre à remplir ; et si elle refuse lors qu'appelée d'accepter tel office ou situation ou decline ou néglige d'exécuter convenablement les devoirs y attachés, lorsqu'elle est dans un état de santé convenable, perdra son droit à sa pension de mise en retraite ou de la compensation qui lui avait été auparavant accordée.

Les cas dans lesquels une pension

cette section peuvent être divisés en deux classes.

1o. Cas dans lesquels une pensionnaire ayant moins de soixante ans et dans un état convenable de santé decline l'offre d'un emploi convenable sous la Couronne ;

2o. Cas dans lesquels un pensionnaire ayant accepté l'offre d'emploi sous la Couronne s'en démet subitement avant d'avoir atteint l'âge de soixante, et étant encore dans un état convenable de santé pour remplir les devoirs requis de lui.

En ce qui regarde la première classe de cas leurs Seigneuries requièrent que tout cas de cette espèce soit immédiatement rapporté à ce Bureau à l'effet qu'elles soient mises en état de juger de la suffisance de la preuve et en ce qui concerne l'état de santé du pensionnaire et pour prendre tels procédés ultérieurs, si aucun, qui peuvent être nécessaires à ce sujet.

En ce qui regarde la seconde classe de cas j'ai instruction de dire que leurs Seigneuries sont d'avis qu'un officier qui a repris du service sous la dite section dans le service civil est justement dans la même position que s'il ne l'avait jamais laissée avec la seule exception que toutes les fois qu'il se retire avec les certificats et sous les circonstances prescrites par l'acte, la pension qui lui a été accordée auparavant reprend vigueur ou en tant qu'il n'y a pas suspension par le vingtième section de l'acte 4 et 5 Guillaume IV, Chap. 24 elle continue et constitue le minimum qu'il a alors à recevoir comme allocation de retraite.

Leurs Seigneuries requièrent en conséquence que si aucun officier aura été appelé de nouveau en devoir dans votre département desirant résigner sa situation avant qu'il ait soixante ans, ou qu'il soit mis à la retraite d'une manière permanente, il soit expressément averti que sa résignation, s'il y persiste, entraînera la perte de la pension qui lui a été accordée pour ses services antérieurs ; et si l'officier persiste dans sa résignation après avoir reçu l'avertissement leurs Seigneuries requièrent que les faits de la cause soient immédiatement rapportés à ce Bureau pour que les procédés nécessaires soient pris pour confirmer la perte de la pension.

Leurs Seigneuries desirant qu'il soit distinctement compris que pour qu'un officier ait droit de leur une pension s'il résigne l'office dans lequel il a été de nouveau employé, avant d'avoir atteint l'âge de soixante ans il sera nécessaire qu'il produise tel certificat médical qui d'accord avec les termes de la 10ème section de l'acte de mise en retraite de 1839 justifierait ce Bureau à lui accorder une allocation de mise en retraite.

Dans le cas conséquemment d'un pensionnaire qui a pris de nouveau du service produisant un certificat médical de mauvaise santé joint à la résignation de sa nomination, leurs seigneuries requièrent qu'avant qu'action soit prise sur tel certificat, il soit transmis à ce Bureau avec un état des circonstances se rattachant à la résignation et une expression d'opinion de votre département sur les mérites de la cause afin que leurs Seigneuries soient en position de juger si c'est une de celle pour laquelle la pension doit reprendre vigueur ou continuer.

Je suis etc.,

Signé

WILLIAM LAW.

R. G. W. HERRERT, Esq.,

Bureau Colonial.

M. Octave Allard.

Vient d'ouvrir une MAISON DE PENSION à St. Boniface, près des Bureaux du METIS, où il tiendra toujours une table. Les repas seront servis à toute heure du jour, dans l'intérêt des gens qui voudront bien lui accorder leur patronage. Conditions libérales.

St. Boniface, 12 Février 1875.

Etablissement de Marbre de WINNIPEG.

DAVID EDE Importateurs de Marbres AMERICAIN & ITALIEN.

Monuments, Tombes, Tablettes, Pierre Angulaires et Manteaux.

Près des Etablissements de Voitures de M. LUSTED, Winnipeg, Manitoba.

21 Février, 1875.

Avis du Bureau des Terres du Canada.

AVIS est par le présent donné que les terres dans le voisinage des cantons du Lac Manitoba des deux côtes, et s'étendant à l'ouest aussi loin que le Lac Elkh et Flow, et aussi toutes les terres dans le voisinage des îlots du Lac Winnipeg au Lac des Bois généralement connus comme le Portage du Rat, sont retirées de la vente et de la colonisation, et toutes les parties intéressées sont notifiées de ne pas s'y établir.

Par ordre,

DONALD GIDD, Agent des Terres de la Puissance.

Bureau des Terres de la Puissance, Winnipeg, 29 Décembre, 1871.

ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL "LE METIS."

Le seul Organe Français publié dans le Nord-Ouest.

Le prix de l'abonnement est de \$2.50 par Année, PAYABLE D'AVANCE.

Les numéros de l'abonnement sont envoyés gratuitement à nos abonnés.

ROYAL ET DUBUC

Avocats et Notaires

DE LA

PROVINCE DE MANITOBA

MM. Royal et Dubuc ont le plaisir de transporter leur bureau d'Avocats, dans la nouvelle bâtisse de Gouven, située en face de la Station du Fer, où on peut les voir tous les jours depuis neuf heures et demie du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi.

MM. Royal et Dubuc se chargent de faire les actes de vente, de réviser les titres de propriété, de préparer pour l'enregistrement, etc., etc.

Ils sollicitent également leur attention à toutes les affaires commerciales, collectives, etc., dont on voudrait se charger.

MM. Royal et Dubuc ont aussi les honneurs des Contes Indiennes et d'Appui dans les divers Districts de la Province.

Winnipeg, 1er Janvier, 1875.